



8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

L'OMD 8 est le reflet de l'appel lancé par la Déclaration du Millénaire pour un partenariat de développement afin d'atteindre également les objectifs 1 à 7. L'OMD 8 porte sur un grand nombre d'aspects, allant d'un système multilatéral juste à l'emploi des jeunes, la technologie, l'assistance en faveur du développement, l'all gement de la dette et les besoins spéciaux des Etats en développement.

Les progrès réalisés pour atteindre l'objectif sont mitigés, en dépit du renforcement de l'appui de la communauté internationale. Si l'on accordait une attention plus grande au travail décent en tant que facteur de développement il serait possible d'accélérer ces progrès.

Le travail décent dans un système mondial juste

En plus des activités qu'elle déploie pour la réalisation des OMD 1-7, l'OIT contribue à l'OMD 8 par le biais de l'Agenda pour un travail décent (emploi décent et productif, respect des droits, protection sociale et dialogue social) en:

- cherchant à promouvoir le travail décent en tant que but dans une mondialisation juste;
- demandant des politiques d'élimination de la pauvreté plus cohérentes dans l'ensemble du système multilatéral;
- encourageant les changements technologiques qui profitent à l'emploi;
- en réalisant un contrôle continue et la promotion du but de l'emploi des jeunes dans le cadre de l'OMD 8;
- renforçant les capacités des organisations de travailleurs et d'employeurs à participer aux programmes de développement nationaux

La mondialisation offre la possibilité de promouvoir des sociétés ouvertes, des économies plus productives et un échange plus libre de biens, de connaissances et d'idées. Comme l'a souligné la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation [1], la mondialisation n'est juste que si elle crée davantage de bons emplois.

Le commerce, les politiques financières et le changement technologique ont un impact sur les marchés du travail, les conditions de travail et les revenus. L'OIT s'efforce de promouvoir des politiques dont les préoccupations de développement sont centrées sur le travail décent et productif, la protection sociale et le respect des droits.

Mondialisation juste: Mesures devant être prises

Le rapport 2004 de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, intitulé *une Mondialisation juste – Créer des opportunités pour tous*, recommande des mesures pratiques pour atteindre l'OMD 8. Parmi ces mesures :

- faire du travail décent un objectif national et mondial;
- adopter des règles justes pour le commerce, les investissements, les finances internationales et les migrations; de meilleures politiques internationales (par exemple en relation avec l'assistance et l'all gement des dettes) et des institutions plus responsables;
- mettre l'accent sur les responsabilités nationales et internationales pour arriver à une bonne gouvernance et à des réformes qui assurent l'équité et une croissance mondiale durable, avec une évolution permettant de passer des conditions posées par les donateurs à des politiques dont le pays assume la responsabilité;
- des politiques économiques, sociales et environnementales internationales plus cohérentes dans un système multilatéral réformé.

Le commerce n'est pas un objectif en soi, mais l'Objectif 8 met l'accent sur la contribution qu'il peut apporter à l'élimination de la pauvreté en combinaison avec d'autres politiques. Dans l'accès aux marchés, les exportations de produits des pays pauvres se heurtent encore à des obstacles considérables, tels que les tarifs et les subventions.

Le Consensus de Monterrey et le rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation recommandent un dialogue national à base élargie et des politiques internationales cohérentes pour assurer un développement plus efficace. Tant la Déclaration du Millénaire, que la Déclaration de Johannesburg (2002) et la Déclaration de

Cible 12

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, r glement , prévisible et non discriminatoire comprenant un engagement en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la lutte contre la pauvreté, tant au niveau national qu'international

Cible 13

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés par l'admission en franchise et hors quota des produits exportés par ces pays; l'application du programme renforcé d'all gement de la dette des pays pauvres très endettés et l'annulation des dettes publiques bilatérales; et l'octroi d'une aide publique au développement plus généreuse aux pays qui démontrent leur volonté de lutter contre la pauvreté

Cible 14

Répondre aux besoins particuliers des pays sans littoral et des petits  tats insulaires en développement (en appliquant le Programme d'action pour le développement durable des petits  tats insulaires en développement

Cible 15

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

Cible 16

En coopération avec les pays en développement, formuler et appliquer des stratégies permettant aux jeunes de trouver un travail décent et productif

Cible 17

En coopération avec l'industrie pharmaceutique, rendre les médicaments essentiels disponibles et abordables dans les pays en développement

Cible 18

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier dans le domaine de l'information et de la communication, soient disponibles à tous



Copenhague (1995) reconnaissent le rôle clé que joue l'emploi productif et librement choisi.

Un travail décent et productif pour les jeunes

Offrir aux jeunes des possibilités et utiliser leur grand potentiel sont des conditions clés pour atteindre l'OMD 8 et d'autres objectifs. Dans les régions en développement, les jeunes ( g s de 15 à 24 ans) risquent trois fois plus d'être au chômage que les adultes. Dans beaucoup de pays, les taux de chômage sont plus élevés parmi les jeunes du sexe féminin que parmi les jeunes du sexe masculin. Comme le relève le Rapport 2005 des Nations Unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement, les jeunes adultes qui n'ont pas d'emploi pourraient devenir les auteurs d'un scénario de criminalité, de violence et de troubles sociaux.

L'OIT est l'institution chef de file du Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN) [13], une initiative commune Nations Unies/Banque mondiale/OIT prise dans le cadre de la Déclaration du Millénaire. YEN regroupe des responsables politiques et des représentants de l'industrie, des jeunes et de la société civile dans le but de trouver des solutions pour relever le défi du chômage des jeunes dans les pays pauvres. Il y a quatre priorités :

- La création d'emplois est placée au centre de la politique macroéconomique.
- L'employabilité: investir dans l'éducation et la formation professionnelle des jeunes.
-  galit  de chances: donner aux jeunes femmes les mêmes chances qu'aux jeunes hommes
- Esprit d'entreprise: rendre la création d'entreprises plus facile pour les jeunes femmes et les jeunes hommes.

L'Agenda global pour l'emploi de l'OIT présente brièvement les priorités clés pour l'emploi des jeunes. [12]. Le BIT –

- aide les gouvernements et les partenaires sociaux à recenser les principaux problèmes de l'emploi des jeunes et à concevoir et mettre en oeuvre et à apporter des réponses de politiques intégrées, y compris des conseils sur le choix d'une carrière et la formation professionnelle;
- fournit des documents sur des moyens novateurs d'encourager les jeunes à ne pas abandonner leurs études afin qu'ils puissent arriver sur le marché du travail avec une meilleure formation et de meilleures qualifications, par exemple des enquêtes sur la transition  cole-travail;
- procède à des travaux de recherche et établit des statistiques sur divers aspects de l'emploi des jeunes.

Dans le système des Nations Unies, le BIT est l'institution qui présente des rapports sur l'Indicateur 45 - *Taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans*, sous l'objectif 8, Cible 16. Le BIT fournit des données d'analyses et présente des rapports [8] pour informer le Groupe interinstitutionnel d'experts sur les indicateurs OMD. Ces indicateurs sont publiés dans le rapport sur l'application de la Déclaration du Millénaire que le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale [82]. Le BIT préconise un changement de cette cible et des indicateurs qui lui sont apparentés afin d'inclure l'objectif général de l'emploi décent et productif, tout en ciblant l'attention sur les jeunes.

Justice sociale et développement

"Une paix durable ne peut être établie que sur la base de la justice sociale. La réalisation de conditions dans lesquelles tous les êtres humains ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales doit constituer le but central de toute politique nationale et internationale. Tous les programmes d'action et mesures prises sur le plan national et international, notamment dans le domaine économique et financier, doivent être appréciés de ce point de vue et acceptés seulement dans la mesure où ils apparaissent de nature à favoriser et non à entraver, l'accomplissement de cet objectif fondamental."

Ces dispositions de la *Déclaration de Philadelphie* (1944), qui fait partie de la Constitution de l'OIT, étaient son rôle. En effet, il incombe à l'OIT d'examiner et de considérer à la lumière de cet objectif fondamental, dans le domaine international, tous les programmes d'action et mesures d'ordre économique et financier.

Le Consensus de Monterrey, 2002, [83] a demandé un accroissement de l'aide au développement pour la réalisation des OMD. Il a mis l'accent sur la nécessité de politiques plus cohérentes et mieux coordonnées entre les partenaires au développement. Le besoin d'un partenariat entre les pays riches et les pays pauvres a été rappelé dans la Déclaration de Johannesburg, 2002, sur le Développement durable

Le Rapport commun des Nations Unies sur le Projet du Millénaire 2004, Investir dans le développement : plan pratique devant permettre de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement – recommande des documents de stratégies pour la réduction de la pauvreté (DSRP) basés sur les OMD, et propose d'autres mesures pour une réalisation accélérée des OMD. [84]

Le Processus de Helsinki, lancé par la Finlande et la Tanzanie, cherche à promouvoir de nouveaux partenariats entre le Nord et le Sud, entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé, pour mettre en oeuvre des politiques acceptées au niveau mondial, telles que les OMD.

Une bonne gouvernance englobe la primauté du droit, la participation et le dégagement de consensus, la transparence et la responsabilisation, l'égalité, l'équité et l'efficacité. La Convention de l'ONU contre la corruption de 2003 constitue une avancée considérable. [85]

Le but des Nations Unies pour l'Aide publique au développement (APD) a été fixé à 0,7 pour cent du revenu national des donateurs. Les engagements de Monterrey prévoient que l'aide totale devra atteindre 0,29 pour cent en 2006. Mais l'APD restera inférieure de US\$ 25 milliards par rapport aux US\$ 50 milliards qui sont considérés comme nécessaires pour atteindre les OMD.



L'élimination de la pauvreté et l'OIT

Le BIT aide les pays en développement à atteindre les OMD en –

-  laborant des programmes par pays pour un travail décent en consultation avec les gouvernements, les organisations de travailleurs et d'employeurs; ces programmes servent de cadre pour l'action du BIT au niveau des pays [22];
- adaptant les programmes par pays pour un travail décent aux agendas nationaux des pays et aux stratégies nationales pour l'élimination de la pauvreté [9] (voir OMD 1), en investissant dans des approches intégrées du développement local [34];
- en coopérant avec les institutions de Bretton Woods pour avoir des politiques plus cohérentes, et en soutenant l'all gement de la dette;
- en créant la Fiducie sociale mondiale pour éliminer la pauvreté par le truchement d'un partenariat avec des pays plus riches qui parrainent des projets de protection sociale durables dans les pays pauvres, [27] et en poursuivant la Campagne mondiale sur la sécurité sociale et la couverture pour tous [26].

Avantages des technologies nouvelles

Les progrès des technologies de l'information et de la communication (TIC) sous-tendent l'intégration des marchés financiers et permettent la division de processus de production dans le monde entier. Les TIC offrent un grand potentiel pour l'élimination de la pauvreté, mais elles doivent contribuer au développement social et économique. Un élément clé de l'Agenda global pour l'emploi est "la promotion du changement technologique pour une meilleure productivité, la création d'emplois et une l'amélioration du niveau de vie" [12].

Pour le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), le BIT a mis l'accent sur ses travaux de recherche portant sur l'impact des TIC dans le monde du travail et sur les solutions qui permettent de s'assurer que ces technologies bénéficieront aux travailleurs [80], sur l'amélioration de l'éducation et du perfectionnement pour pouvoir mieux tirer profit de la mondialisation [38], et sur la promotion du dialogue social dans le processus de la mondialisation [39].

Bonne gouvernance et développement

L'OIT s'efforce de promouvoir cet aspect de l'OMD 8 en –

- encourageant un processus mondial de réformes basé sur le dialogue social. Ce dialogue social doit englober la négociation, la consultation et l'échange d'informations à divers niveaux entre les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs sur des questions économiques et sociales. Ce dialogue conduira à des résultats plus équitables et efficaces que les solutions imposées unilatéralement;
- en veillant à ce que les droits au travail soient respectés dans le contexte des réformes. Une bonne gouvernance du marché du travail respecte la primauté du droit dans le monde du travail. Elle est basée sur la participation de ceux qui sont le plus directement concernés – les employeurs, les travailleurs et leurs organisations démocratiques de membres dans l'économie formelle et informelle;
- stimulant le rôle d'institutions du marché du travail qui soutiennent le développement: législation du travail équitable et rationnelle, organismes du dialogue social et de la négociation collective, commissions de défense de l'égalité, mécanismes de règlement des différends, inspections du travail, et un pouvoir judiciaire informé et efficace. De telles institutions créent les conditions nécessaires pour la stabilité économique, l'amélioration de la productivité et de la position concurrentielle.

Avec ses piliers de l'emploi, du respect des droits, de la protection sociale et du dialogue social, l'Agenda pour un travail décent va de paire avec la réalisation de l'OMD 8 ainsi que des Objectifs 1   7.

Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail [7]

Un lien clé entre le progrès social et la croissance économique est le respect des principes et droits fondamentaux au travail. Ces principes offrent "aux intéressés mêmes la possibilité de revendiquer librement et avec des chances égales leur juste participation aux richesses qu'ils ont contribué à créer." L'ensemble des Etats Membres ont l'obligation de respecter, promouvoir et réaliser ces principes qui sont l'objet de huit conventions fondamentales de l'OIT:

- liberté syndicale et protection effective à la négociation collective (conventions n  87 et 98)
-  limination de toutes forme de travail forcé et obligatoire (conventions n  29 et n  105);
- abolition effective du travail des enfants (convention n  138 et n  182)
-  limination de la discrimination (emploi et profession) (conventions n  100 et n  111).

Le GNUD a signalé des efforts positifs de coordination positifs, y compris un appui accru aux stratégies et plans nationaux; une meilleure harmonisation des cycles de programmation de l'ONU; et l'établissement de meilleurs liens entre les instruments de l'ONU et les processus nationaux [86].

L'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) est le principal effort international visant à améliorer l'endettement tolérable des pays en développement

La résolution de l'Assemblée générale de l'ONU sur la promotion de l'emploi des jeunes (2003) encourage les Etats Membres à élaborer des plans d'action nationaux en faveur de l'emploi des jeunes. Les taux de chômage des jeunes sont supérieurs aux taux de chômage des adultes dans toutes les régions et ont augmenté en flèche - 26,8 pour cent - dans le monde entier. Cela représente près de la moitié des personnes sans emploi dans le monde.



Publications du BIT à prendre en considération pour la réalisation de l'OMD 7

- [Emploi des jeunes: les voies d'accès à un travail décent](#). BIT, 2005.
- [The ILO and the follow-up to the World Summit on Social Development](#). BIT, 2005.
- [Emploi, productivité et réduction de la pauvreté](#) : Rapport sur l'emploi dans le monde. BIT, 2004-05.
- [Une mondialisation juste: Créer des opportunités pour tous](#). Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, BIT, 2004.
- [Une mondialisation juste : Le rôle de l'OIT](#). BIT, 2004.
- [Global Employment Trends for Youth](#). BIT, août 2004.
- [A Guide to Youth Employment](#). BIT, 2004.
- [S'affranchir de la pauvreté par le travail](#). BIT, 2003
- [Une approche intégrée pour promouvoir la bonne gouvernance](#). BIT, 2003.
- [Facilitating Youth Entrepreneurship \(Part I\)](#). BIT, 2003.
- [YEN, Consolidated Outcome of the High Level Panel's Working Groups on Employability, Equal Opportunities, Employment Creation and Entrepreneurship](#). BIT, 2003.
- [Initiative des Nations Unies relative à l'emploi des jeunes \(GB.286/ESP/5\)](#). BIT, 2003.
- [Point sur les éléments clés constituant l'Agenda global pour l'emploi](#). BIT, 2001.
- [Life at Work in the Information Economy](#). World Employment Report. BIT, 2001.
- [Working Out of Poverty: An ILO submission for the Indonesia PRSP](#). BIT Jakarta, 2004.

Le texte en bleu et les numéros entre crochets [...] sont reliés à des sites Internet. Voir également la liste de documents de référence.

BIT, 4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse– <http://www.ilo.org/>